

5.4 Revenus des ménages

En 2014, le **revenu disponible brut (RDB)** des ménages augmente de 1,1 % en valeur, après + 0,7 % en 2013. Parallèlement, le prix de la dépense de consommation finale décélère nettement (+ 0,0 % après + 0,8 % en 2013), si bien que le **pouvoir d'achat** du revenu disponible brut augmente lui aussi de 1,1 % après deux années de recul. Compte tenu de la croissance de la population, le pouvoir d'achat au niveau individuel, c'est à dire par **unité de consommation**, progresse de 0,7 % après trois années de recul. La progression de 1,1 % du revenu disponible brut est imputable aux **prestations sociales** en espèces et aux revenus nets d'activité (avec une contribution respective de + 0,8 point et + 0,7 point), tandis que la contribution des revenus du patrimoine est négative (- 0,1 point). La baisse des revenus du patrimoine des ménages tient essentiellement à la forte diminution des revenus tirés de leurs placements en assurance-vie : - 8,0 %. Cela s'explique par la baisse des rendements tant sur les contrats en euros que sur ceux en unités de compte, et par la constitution de réserves par les assureurs qui anticipent des rendements obligataires durablement bas. Les intérêts reçus et versés par les ménages se replient fortement sous l'effet de la baisse des taux d'intérêt. Les dividendes perçus par les ménages progressent de 4,0 %. Enfin, les impôts courants pèsent moins à la baisse sur le revenu disponible brut que les deux années précédentes.

Les salaires nets perçus par les ménages progressent plus vite (+ 1,4 % en un an après + 0,6 % en 2013) en raison de la relative meilleure tenue de l'emploi, tandis que le salaire moyen par tête progresse au même rythme qu'en 2013 (+ 1,2 %). Les cotisations sociales ralentissent (+ 2,5 % après + 3,0 % environ ces trois dernières années), avec une progression plus rapide des cotisations obligatoires à la charge des salariés (+ 3,4 %) que de celles à la charge des employeurs (+ 2,3 %). Le revenu mixte net des entrepreneurs individuels poursuit son repli (- 1,2 % après - 1,0 % en 2013) dans un contexte où leurs cotisations, bien qu'en ralentissement, restent dynamiques (+ 2,1 % contre + 4,1 % en 2013).

Les prestations sociales en espèces reçues par les ménages poursuivent leur décélération en 2014 : + 2,3 % après + 2,8 % en 2013 et + 3,8 % en 2012. Les dépenses d'indemnisation du chômage (+ 1,9 % après + 5,7 % en 2013) ont ralenti. C'est aussi le cas des pensions de retraites du fait de l'absence de revalorisation générale des pensions, ainsi que des prestations familiales qui n'ont été que faiblement revalorisées en 2014.

Les impôts courants sur le revenu et le patrimoine augmentent, quant à eux, plus modérément que les années passées : + 1,4 % contre + 4,3 % en 2013 et + 9,0 % en 2012. ■

Définitions

Pouvoir d'achat : quantité de biens et de services que l'on peut acheter avec le revenu disponible brut (RDB). Son évolution est liée à celles des prix et des revenus. Ainsi, si les prix augmentent quand les revenus sont constants, le pouvoir d'achat diminue, alors que si la hausse des revenus est supérieure à celle des prix, le pouvoir d'achat augmente.

Revenu primaire : revenu directement lié à une participation des ménages au processus de production. La majeure partie des revenus primaires des ménages est constituée de la rémunération des salariés, laquelle comprend les salaires et les cotisations sociales. Ces revenus comprennent aussi des revenus de la propriété résultant du prêt ou de la location d'actifs financiers ou de terrains (intérêts, dividendes, revenus fonciers, etc.).

Déflateur, prestations sociales (ou transferts sociaux), revenu disponible brut des ménages (RDB), unité de consommation : voir rubrique « définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « Revenus d'activité des indépendants en 2012 », *Insee Première* n° 1562, juillet 2015.
- « L'économie française », *Insee Références*, édition 2015.
- « Le revenu réel des ménages par habitant en légère progression dans la zone euro et dans l'UE28 », *communiqué de presse* n° 78, Eurostat, avril 2015.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Du revenu primaire au revenu disponible brut des ménages

en % du revenu primaire

	1960	1970	1980	1990	2000	2010	2014
Revenu primaire brut (en milliards d'euros)	33,7	92,0	339,0	751,6	1 062,2	1 444,5	1 544,9
Revenu primaire brut	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Excédent brut d'exploitation et revenu mixte brut	32,6	27,1	20,6	20,2	20,3	19,4	18,9
Rémunération des salariés	62,5	68,1	73,9	71,6	71,4	72,9	73,9
Revenus du patrimoine	4,9	4,8	5,5	8,2	8,3	7,7	7,2
- Transferts nets de redistribution	- 5,4	- 8,7	- 11,6	- 11,8	- 13,7	- 11,0	- 13,1
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature	15,7	18,5	22,3	25,2	25,9	29,0	30,3
Cotisations sociales nettes	- 16,9	- 21,4	- 27,5	- 30,4	- 27,2	- 28,2	- 29,6
Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	- 4,5	- 5,5	- 6,9	- 7,5	- 12,4	- 12,0	- 13,6
Autres transferts courants	0,3	- 0,3	0,5	0,9	0,1	0,1	- 0,2
= Revenu disponible brut	94,6	91,3	88,4	88,2	86,3	89,0	86,9
Revenu disponible brut (en milliards d'euros)	31,9	84,0	299,7	662,9	917,0	1 285,4	1 342,3

Champ : ménages y c. entreprises individuelles.

Source : Insee, comptes nationaux - base 2010.

Revenu disponible brut des ménages et évolution du pouvoir d'achat

en %

	1960	1970	1980	1990	2000	2010	2014
Revenu disponible brut (RDB) en milliards d'euros	31,9	84,0	299,7	662,9	917,0	1 285,4	1 342,3
Évolution du revenu disponible brut	11,2	12,6	13,7	6,7	5,7	2,4	1,1
Évolution du prix de la dépense de cons. finale des mén.	3,2	5,0	13,1	2,9	2,3	1,2	0,0
Évolution du pouvoir d'achat du RDB ¹	7,8	7,2	0,6	3,7	3,4	1,2	1,1
Évolution du pouvoir d'achat par personne	6,7	6,3	0,1	3,1	2,7	0,7	0,7
Évolution du pouvoir d'achat par ménage	6,7	5,3	- 0,9	2,5	2,0	0,3	0,4
Évolution du pouvoir d'achat par unité de consommation	6,7	6,0	- 0,3	2,9	2,5	0,6	0,7

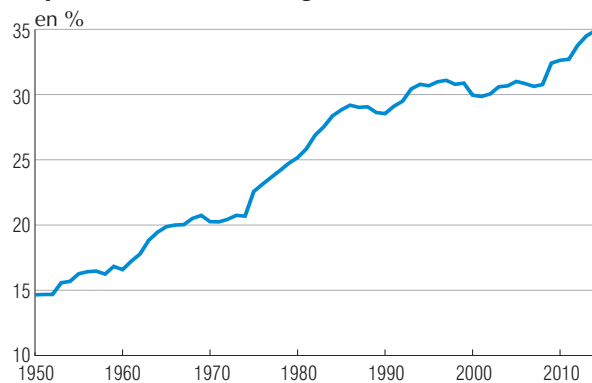
1. Évolution déflatée à l'aide de l'indice du prix de la dépense de consommation finale des ménages.

Note : évolutions par rapport à l'année précédente.

Champ : ménages y c. entreprises individuelles.

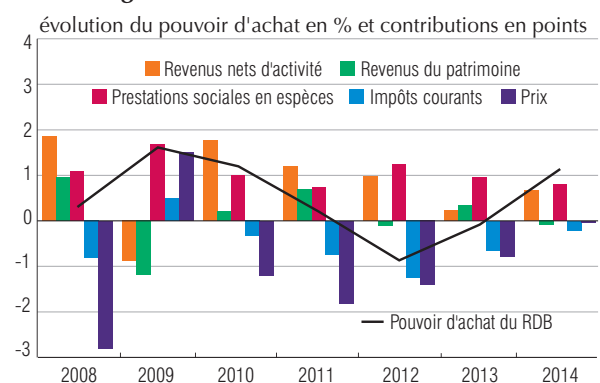
Source : Insee, comptes nationaux - base 2010.

Part des prestations sociales dans le revenu disponible brut des ménages de 1950 à 2014



Source : Insee, comptes nationaux - base 2010.

Contributions à l'évolution du pouvoir d'achat des ménages



Source : Insee, comptes nationaux - base 2010.

Revenu disponible des ménages par habitant dans l'Union européenne en 2013

	Revenu médian ¹			Revenu médian ¹			Revenu médian ¹	
	en euros	en SPA ²		en euros	en SPA ²		en euros	en SPA ²
Allemagne	19 582	19 478	France	20 954	19 221	Pologne	5 164	9 158
Autriche	22 073	20 904	Grèce	8 371	9 046	Portugal	8 177	9 820
Belgique	21 483	19 563	Hongrie	4 529	7 404	Rép. tchèque	7 694	10 802
Bulgarie	2 924	5 900	Irlande	19 065	15 968	Roumanie	2 066	3 936
Chypre	15 873	17 165	Italie	15 733	15 223	Royaume-Uni	18 694	16 826
Croatie	5 078	7 414	Lettonie	4 666	6 446	Slovaquie	6 737	9 572
Danemark	26 897	19 349	Lituanie	4 698	7 282	Slovénie	11 852	14 212
Espagne	13 524	14 250	Luxembourg	33 301	28 030	Suède	26 414	20 516
Estonie	6 579	8 607	Malte	12 093	15 056	UE	15 416	...
Finlande	23 272	19 178	Pays-Bas	20 839	19 226			

1. Revenu par unité de consommation.

2. Standard de pouvoir d'achat : unité monétaire artificielle utilisée pour neutraliser les différences de niveaux de prix entre les pays.

Note : revenu annuel.

Source : Eurostat.